de présenter un budget. Quand il le fera, je m'attends à ce que les impôts y soient encore augmentés. C'est ce que le ministre a déclaré l'autre jour au député de Regina. Nous comprenons, je pense, pourquoi le gouvernement ne tient pas à présenter un budget maintenant. Il y aurait conflit d'intérêts si, au cours de sa campagne en vue de la direction du parti, le ministre était obligé de présenter un budget exigeant une nouvelle augmentation des impôts. Il va laisser cela au soin du nouveau chef. On disait il y a quelques années, à la Chambre, que le gouvernement était sans gouvernail ni chef. On en a eu la preuve le 19 février dernier. Selon toute apparence, on ne fera pas grand-chose pour remédier à ce désordre financier d'ici la fin du congrès en vue du choix d'un chef.

Pendant ce temps-là, le taux d'intérêt bancaire s'élève à 7 p. 100, sinon plus. Le taux de 8½ p. 100 des hypothèques aux termes de la loi nationale sur l'habitation est hors de la portée de la majorité des jeunes Canadiens, et le coût moyen d'une nouvelle maison a augmenté de 28 p. 100 dans les quatre dernières années. A quoi rime cette politique? De plus, la situation financière des provinces ne leur permet pas d'assumer la responsabilité du régime d'assurance frais médicaux conçu par le gouvernement fédéral, bien que la plupart d'entre elles aient leur propre régime, qui est aussi bon et beaucoup plus solide financièrement. Au lieu de s'associer aux provinces pour élaborer un régime à la fois viable et pratique, le gouvernement insiste pour leur imposer son propre régime, même s'il ne sera ni national ni transférable.

Les Canadiens devraient savoir que le gouvernement aura à payer la note, et pour l'assurance frais médicaux et pour l'Expo. Selon les évaluations, le déficit de l'Expo varierait entre 100 et 200 millions de dollars. Le ministre a dit qu'il n'était pas prévu dans le dernier budget. Le gouvernement a tenté d'enterer la chose, mais elle est encore là. L'autre jour à la Chambre, le ministre a dit qu'on s'en était occupé. Je soupçonne que la seule façon dont on puisse s'en occuper, c'est de grossir le déficit que le contribuable doit acquitter.

Il n'y a pas longtemps, l'ancien ministre des Finances, le président du Conseil privé, a ajouté un peu à la confusion en présentant un rapport qui aurait eu pour effet d'étrangler notre expansion économique en réduisant les placements de capitaux.

Il n'est pas surprenant que les investisseurs, chez nous et à l'étranger, ne croient plus que le gouvernement soit capable de diriger l'économie. On peut juger de la vigueur de notre économie quand on constate que nous avons maintenu la prospérité malgré

des impôts élevés, la hausse des prix et la mauvaise administration générale du gouvernement.

• (4.50 p.m.)

Le Canada reçoit un milliard de dollars par année sous forme de capitaux américains. Cet argent est nécessaire à l'expansion et à la création d'emplois au Canada. En 1965-1966, les citoyens américains ont investi un milliard 500 millions de dollars au Canada. J'aimerais savoir comment le président du Conseil privé entend remplacer ces placements s'ils sont réduits. L'expansion économique du pays a nettement ralenti par suite de la décision du gouvernement d'augmenter les impôts et d'adopter des mesures qui ont haussé le niveau élevé des dépenses de l'État.

Depuis le début de 1966, la production a augmenté de 2 p. 100 seulement, contre 6 p. 100 les cinq années précédentes. Un taux d'accroissement de 2 p. 100 est insuffisant quand on songe aux 200,000 travailleurs qui s'ajoutent à notre main-d'œuvre chaque année. Les revenus montent plus lentement, alors que le chômage et l'inflation augmentent. A cet égard, je partage entièrement l'opinion du député de Carleton.

La productivité au Canada atteint seulement 70 p. 100 du niveau des États-Unis. A moins d'accroître notre productivité et d'empêcher les coûts de s'élever, nous ne pourrions pas soutenir la concurrence sur les marchés de l'exportation. Le Bureau fédéral de la statistique, en septembre dernier, indiquait une hausse des prix de 4 p. 100 depuis 1966. Les prix dans le domaine du logement sont plus élevés que jamais, et la taxe de vente sur les matériaux de construction n'a pas aidé la situation. Les dépenses fédérales ont augmenté de 60 p. 100 depuis l'année financière 1962-1963, lorsque le gouvernement actuel est entré au pouvoir. Les prévisions du gouvernement pour ses dépenses se chiffrent à 10 milliards de dollars pour 1968-1969. Ces prévisions ne tiennent pas compte du coût du régime d'assurance frais médicaux ou du déficit d'Expo 67. Le coût de la vie a augmenté en même temps que les dépenses du gouvernement, en partie à cause d'une hausse des impôts indirects que les Canadiens paient pour le logement, la nourriture, les vêtements, les médicaments et toutes les nécessités de la vie.

Le gouvernement dit qu'il a l'intention de réduire les dépenses. L'an dernier, les dépenses de l'État ont augmenté de 4.6 p. 100. Je suppose que le ministre s'efforce d'économiser pour contrebalancer la perte d'argent qu'il a encourue par suite de la défaite de sa mesure visant à augmenter les impôts. Les finances fédérales font pitié, semble-t-il. La confiance du public dans le gouvernement s'est évaporée. La Banque du Canada a grand peur que